

Classe dirigente

Giovanni De Sio Cesari

www.giovanidesio.it

Diffusa nel mondo di oggi è l'insofferenza verso la classe dirigente, anzi la negazione che occorra comunque una classe dirigente. Ad esempio, i M5S degli inizi ebbero gran successo pretendendo che i deputati fossero solo dei portavoce degli elettori e che dovessero dimettersi dopo un certo tempo perché non si doveva proprio costituire una classe dirigente. Tuttavia, fatto il bagno nella realtà, gli stessi M5S si sono adeguati alle altre forze politiche, riconoscendo nei fatti di non poter fare nulla senza avere una classe dirigente come le altre forze politiche e hanno accantonato quei principi che pure sembravano così belli.

Le élite che "affliggono" la società, in effetti, sono necessarie in qualunque regime: conservatore, innovativo o rivoluzionario. Mi pare che la nostra condizione sia andata migliorando negli ultimi millenni e soprattutto negli ultimi tempi i progressi fatti in Occidente poi sono davvero stupefacenti: il sistema delle élites sempre presente nella storia non mi pare quindi tanto fallimentare, anche se capisco che possono non piacere a chi dell'élite non fa parte.

Noi consideriamo i dirigenti responsabili di quello che avviene: un generale vittorioso viene celebrato e uno perdente rimosso, anche se merito e colpa non sono suoi. Così in politica: il popolo conferma o caccia i governanti a seconda del giudizio che ne dà. Se siamo in una democrazia, l'élite politica sarà quella che la maggioranza sceglie: non è che ognuno di noi può decidere quale debba essere a suo personale giudizio. Ma l'élite politica elettiva è solo una minima parte, anche se apicale, perché tutta la società è organizzata in modo che vi siano dei dirigenti responsabili.

Per definizione, le élite sono costituite da quelli mediamente più preparati (non diciamo più intelligenti): il generale ne sa più del soldato della guerra e il dirigente industriale più dell'operaio su come condurre la fabbrica (almeno mediamente). Per questo, sempre in ogni tempo e in ogni luogo, la società è diretta dalle élite (classe dirigente), e in nessuna società di nessun tempo e luogo sono le masse (diciamo così) a gestire direttamente il governo. Anche le rivoluzioni, anzi forse più le rivoluzioni, sono dirette da élite.

Questo non vuol dire che i dirigenti siano più buoni, ma che sono solo più preparati: mediamente non si può dire che un generale sia più buono, onesto di un soldato, ma solo più preparato. I dirigenti politici sono mossi dall'ambizione, ovviamente da quella politica. L'idea di una politica basata solo su buoni sentimenti non è realistica. Ad aspirare a cariche politiche non sono i San Francesco, ma gli ambiziosi. Va pure tenuto presente che a un certo punto l'ambizione dei politici diviene il giudizio della storia. Il principale interesse delle élite politiche è quello di essere rilette e mantenere il potere, così come per i San Francesco è il paradiso e per gli Einstein la conoscenza

scientifica. Tuttavia, si pone il problema di come evitare che le élite facciano solo ed esclusivamente i propri interessi a danno della maggioranza: il sistema che fino ad ora ha avuto più successo, adottato da tutte le società più avanzate, prospere e libere è quello delle democrazie occidentali (chiamatele come volete): le élite dirigono ma poi vengono giudicate dalle masse che, a seconda dei risultati, confermano una certa parte politica o la sostituiscono.

In realtà, a ben vedere, in tutti i regimi politici se il potere fallisce a un certo punto esplode la rivolta generale: la differenza della democrazia è che si cambiano le teste senza tagliarle, che è una cosa ottima. Prendiamo l'esempio della Cina che non ha mai conosciuto la democrazia. La storia della Cina è un continuo susseguirsi di rivolte contadine che abbattano le dinastie imperiali fallite e le sostituiscono con altre. Nel 1911 i cinesi abbattono proprio il regime delle dinastie imperiali per la mostrata incapacità di resistere ai "barbari venuti dal mare", anche se forse la colpa non era loro, ma degli europei. Nell'ultimo secolo quindi il regime imperiale fu sostituito da quello del Kuomintang, sostituito dal comunismo maoista, sostituito dalle riforme di Deng Xiaoping. L'attuale regime durerà finché riuscirà a far progredire la Cina, poi cadrà in crisi come è avvenuto per i precedenti che hanno fallito.

L'élite politique : paradoxe de la démocratie?

Olivia Leboyer

<https://www.cairn.info/revue-le-philosophoire-2016-2-page-75.htm>

On pardonne au gouvernement ses fautes en faveur de ses goûts, la confiance publique ne l'abandonne qu'avec peine au milieu de ses excès ou de ses erreurs, et elle revient à lui dès qu'il la rappelle. Les peuples démocratiques haïssent souvent les dépositaires du pouvoir central ; mais ils aiment toujours ce pouvoir lui-même [1][1]A. de Tocqueville, De la Démocratie en Amérique (1830 et 1835),....

2 Cette phrase étonnante de Tocqueville met en lumière un paradoxe : fascination pour le pouvoir et haine des représentants peuvent aller de pair. Cette relation ambivalente des citoyens envers leurs gouvernants correspond à une certaine suspicion : ces hommes de pouvoir, qui nous gouvernent, sont peut-être, au fond, moins remarquables que leur position ne le fait croire. Les peuples démocratiques se sentent tenus d'obéir, mais n'ont pas de certitude quant à la supériorité prétendue de leurs élites politiques [2][2]Dans ses Principes du gouvernement représentatif, Calmann-Lévy,....

3 Les élites politiques qui nous représentent endossent une charge, une fonction et, dans le même temps, ne peuvent ni ne veulent échapper à cette part d'incarnation qui est bien souvent une part d'ombre. Les citoyens, quant à eux, ressentent généralement une certaine fascination pour la sphère du pouvoir, qui leur apparaît comme un univers

étranger à leur quotidien. La confiance dans les représentants du peuple se double ainsi d'une aversion, plus ou moins affirmée, qui peut entraîner un mouvement de défiance. On aboutit à ce paradoxe : les citoyens aiment et respectent le pouvoir, pour ce qu'il a de grand et de noble, mais, dans le même temps, ils n'ont souvent plus guère d'illusions sur les motivations des hommes politiques eux-mêmes, qu'ils ont tendance à juger corruptibles. L'incarnation du pouvoir leur pose problème, tout en les fascinant. Le sentiment de méfiance que les représentés nourrissent à l'égard des représentants paraît inévitable.

4 L'élite politique apparaît comme une réalité ambiguë, que l'on peut bien observer, mais seulement une fois que le processus de désignation a eu lieu, l'élection pour les représentants élus ou les concours administratifs pour les membres des grands corps de l'État. Aussi semble-t-il délicat d'énumérer les qualités que ces hommes devraient posséder avant de les voir effectivement distingués. Cela est particulièrement vrai pour les élus puisque l'objet des concours administratifs est bien de parvenir à sélectionner les candidats selon des critères précis, d'évaluer des compétences en vue de métiers spécifiques. Les deux modes de désignation de l'élite politique, par l'élection ou par concours, correspondent sensiblement à la distinction wébérienne entre les dirigeants politiques et les corps de fonctionnaires, ces deux catégories de l'élite politique différant l'une de l'autre en termes de légitimité comme de visibilité. Dans le cas de l'élite politique élue, la proximité des deux termes « élite » et « élection » appelle naturellement ce rapprochement.

5 Dans la démocratie représentative, une incertitude pèse sur les critères qui conduisent les électeurs à choisir leurs représentants. Tocqueville pressentait que les électeurs, en démocratie, seraient tentés de choisir des hommes « comme eux », sans grand éclat. Il semble que, de plus en plus, une tendance s'affirme qui les porte à rechercher une plus grande ressemblance entre des hommes politiques et des citoyens ordinaires. Mais est-ce si sûr ? Pierre Rosanvallon le souligne dans *Le Peuple introuvable* : le peuple n'a jamais un seul visage. Hugo Chavez, au Venezuela, ressemblait-il en tous points au peuple qu'il incarnait ? Par ses origines, qu'il rappelait constamment. Mais la force de l'incarnation tient surtout à la croyance qu'elle suscite. Le sentiment de ressemblance possède alors une force réelle. En France, entre une présidence délibérément fondée sur l'extraordinaire comme celle du Général de Gaulle et des présidences, toujours teintées de monarchie élective, mais où le Président, plus décontracté, recherche la proximité, comme celles de Valéry Giscard d'Estaing, Nicolas Sarkozy ou François Hollande, l'écart est manifeste.

6 Le critère de ressemblance entre les hommes politiques et le peuple impliquerait une représentativité la plus exhaustive possible de toutes les catégories, différenciées par exemple selon l'origine sociale, le sexe, l'âge, ou l'appartenance ethnique. Cela pourrait bien entraîner une fragmentation exponentielle. En effet, la représentation-miroir ne peut jamais être parfaite. La notion de ressemblance est elle-même très complexe, et toujours partielle. On ne ressemble jamais à une « communauté » que par un ou deux aspects. En quoi le fait de ressembler à un groupe par certains caractères peut-il garantir qu'on lui accordera plus d'attention ? Élire une femme, par exemple, a

évidemment une importance symbolique, mais cela garantit-il une plus grande attention du politique à la catégorie des femmes ? Est-ce d'ailleurs le but lorsque l'on revendique la parité ? Pas nécessairement : désigner des femmes à la tête de certaines instances politiques, groupes parlementaires ou partis, ne viserait pas à prendre en considération, spécifiquement, les questions liées aux femmes, mais d'abord à pallier l'inégalité structurelle entre hommes et femmes en rééquilibrant le rapport de forces. S'agissant de l'origine sociale, ethnique ou des croyances religieuses, l'homme politique peut porter la voix de son groupe d'appartenance ou bien, tout à l'inverse, chercher à s'affranchir d'une identité en laquelle lui-même ne se reconnaîtrait plus. Mais il est vrai que jouer de ses caractéristiques dites identitaires relève pour un candidat en campagne de l'exercice obligé, presque de l'exercice de style. Quel que soit son attachement réel à ladite « identité », il lui est difficilement possible de la passer simplement sous silence, une sympathie pour le groupe concerné plus ou moins marquée devant nécessairement s'exprimer.